

Stein Tønnesson:

LA DÉCOLONISATION SOUS LA IVÈ RÉPUBLIQUE

TABLE DES MATIÈRES

page

2.....	Introduction
4.....	Union Française ou alibi français ?
7.....	La guerre en Indochine
15.....	La lutte pour l'indépendance en Afrique du Nord
22.....	Conclusion

Introduction

L'évolution d'un tiers monde de plus en plus conscient et luttant pour se libérer de la dépendance des grands pays capitalistes doit être un des plus importants sujets de recherche pour les historiens de notre temps. Les pays occidentaux avec à leur tête les Etats Unis, et les pays de l'Est avec à leur tête l'Union Soviétique sont restés à peu près dans la même situation depuis le déclenchement de la guerre froide. Ils jouent les mêmes jeux, au Guatemala, en Grèce, en Hongrie, en Tchécoslovaquie et aujourd'hui au Salvador, en Afghanistan et en Pologne. L'un joue contre l'autre, et tous les deux jouent contre les peuples qui demandent leur liberté, sauf si ces peuples vivent dans l'orbite de l'autre. La guerre froide entre les grands sert à justifier l'oppression des pays moins puissants.

Dans ce même monde, beaucoup de nations, surtout en Afrique et en Asie, ont tout de même été les vainqueurs, plus ou moins complètement, dans leur lutte pour l'indépendance, et cela constitue le plus important changement survenu dans la politique internationale des trente dernières années.

Le premier but des nations colonisées était l'indépendance formelle, chose très importante même si l'exploitation par les grandes puissances pouvait très bien continuer après l'acquisition d'une telle indépendance limitée. Ce premier but a été atteint par la quasi-totalité des pays du tiers monde, ce qui a radicalement transformé les relations politiques internationales, comme on peut le constater lorsque l'Assemblée Générale de l'O.N.U. prend ses décisions. L'O.N.U. n'est plus tout à fait dirigée par les super-grands.

Cette transformation est normalement appelée "décolonisation", notion d'ailleurs peu satisfaisante. J'emploie ce terme moi-même, mais sans enthousiasme, car il donne l'impression que la décolonisation s'est déroulée naturellement et a été acceptée par les pays colonialistes. Rien n'est moins vrai. Chaque pays a dû lutter pour son indépendance, et dans les cas où elle a apparemment été obtenue facilement, c'est parce que les colonialistes savaient que le refus leur coûterait plus cher que la coopération. Même les dirigeants des pays colonialistes ont appris quelque chose des guerres du Viet-Nam et de l'Algérie. Charles de Gaulle par exemple. Il n'était sans doute pas favorable à l'indépendance algérienne, mais en 1961, il était assez lucide et réaliste pour comprendre que l'indépendance était la seule issue possible du conflit.

L'indépendance nouvelle des pays du tiers monde est donc le résultat d'une lutte de chaque pays, et non pas d'une politique philanthropique des dirigeants de la Grande Bretagne, de la France et des autres pays colonialistes. Cela, c'est mon point de départ. C'est ce que je veux montrer pour les cas de l'Indochine et de l'Afrique du Nord.

Union Française ou alibi français ?

La constitution de la IV^e république fut un compromis entre les principaux partis politiques rétablis en France dans les années 1944-1946, compromis établi à partir des données de la situation internationale de l'après-guerre, et elle doit être étudiée comme telle. La constitution donnait beaucoup de pouvoir à l'Assemblée Nationale, ce qui renforçait l'influence des partis. Le pouvoir exécutif était faible. Les auteurs de la constitution essayaient d'intégrer les anciennes colonies dans la constitution d'une façon nouvelle et non colonialiste en paroles. Le préambule de cette constitution contient donc les phrases suivantes :

"La France forme avec les peuples d'Outre-Mer une Union fondée sur l'égalité des droits et des devoirs, (...) la France entend conduire les peuples dont elle a pris la charge à la liberté de s'administrer eux-mêmes et de gérer démocratiquement leurs propres affaires..."

Il n'était plus question d'une métropole et de son empire, mais d'une France qui entendait conduire "les peuples d'Outre-Mer" à la liberté. Le mot "empire" fut remplacé par "union", le mot "colonie" par "peuple d'Outre-Mer" ou bien par "Etat associé". Dans les lignes du préambule citées ci-dessus, on trouve une des nombreuses contradictions de cette constitution. Comment la France, peut-elle "conduire" des peuples qui devaient être ses égaux, et qui sont peut-être déjà en marche vers l'indépendance ? Quand finira la conduite française, et quand commencera l'auto-administration ? En fait, la primauté de la France dans l'union fut établie de façon manifeste dans les titres plus concrets de la constitution.

L'Union Française devait avoir une assemblée, mais dans cette assemblée, les représentants de la France devaient occuper la moitié des sièges, et les anciennes colonies avec leurs vastes populations devaient se contenter de l'autre moitié. De plus, l'assemblée devait seulement avoir pouvoir consultatif, et le président de la République était automatiquement le président de l'Union Française. Les idées des hommes politiques français sur les peuples des colonies n'avaient pas beaucoup changé au cours de la dernière guerre mondiale. Les dirigeants de la IV^e république étaient presque tous des vétérans de la III^e république. Ces hommes désiraient sans aucun doute préserver les colonies. Comme l'a écrit Raymond Aron dès 1945:

"Quelles sont aujourd'hui les tâches essentielles de cette politique extérieure française ? La première est le maintien de l'intégrité de l'Empire français, la deuxième est le renforcement durable de la France par rapport à l'Allemagne."

On peut dire sans exagérer qu'il y avait un consensus national en France à propos de ces deux objectifs. Pourquoi alors remplacer "empire" par "union" ? On peut sans doute trouver la réponse dans la faiblesse de la France d'après-guerre sous la double pression anti-colonialiste des peuples colonisés et des grandes puissances, les Etats Unis et l'Union Soviétique.

La France avait évidemment été sérieusement affaiblie pendant la guerre, moralement par la défaite devant l'armée allemande et par la trahison du gouvernement de Vichy, et matériellement par la guerre civile entre la résistance et les collaborateurs, par le bombardement allié, par les actions militaires suivant l'invasion en Normandie, et finalement par l'épuisement des moyens de production. Après la guerre, se

posèrent les problèmes de l'épuration et de la reconstruction économique.

Pendant la guerre, les colonies avaient été soit laissées à elles-mêmes, soit administrées par les hommes de Vichy ou occupées par l'ennemi allemand ou japonais, soit utilisées par le général de Gaulle pour ses opérations contre les puissances de l'Axe. Ces différentes situations avaient toutes renforcé les mouvements nationalistes dans les colonies, et l'armée de la France libre avait donné une bonne expérience militaire aux nombreux soldats nord-africains. Au Viêt-Nam, le mouvement nationaliste et communiste Viêt-Minh avait été pendant la guerre la force populaire la plus importante.

Il faut aussi se rappeler qu'avant 1947, les relations entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique étaient relativement bonnes. La guerre froide n'avait pas commencé, et les deux super-grands étaient tous les deux anti-colonialistes. Ils demandaient aux Français et aux Britanniques de donner l'indépendance à leurs colonies.

C'est sous cette double pression des mouvements nationalistes et des super-grands que les hommes politiques français ont du procéder à une modification du statut des colonies. Le résultat fut l'Union Française. Elle n'était pas le résultat de la bonne volonté. Elle constituait un stratagème pour légitimer la continuation du colonialisme dans un monde où les forces anti-colonialistes étaient puissantes. Nous allons maintenant montrer que l'Union Française n'impressionna guère les peuples des grandes colonies, en Asie du Sud-Est et en Afrique du Nord.

La guerre en Indochine

La guerre française en Indochine dura de 1946 à 1954. Les Français maniaient la guerre pour reprendre le contrôle du territoire indochinois qu'ils avaient perdu le 9 mars 1945 face aux Japonais, et que le Viêt-Minh avait conquis pendant l'automne révolutionnaire de 1945. La conséquence de la guerre fut en 1954 le partage du Viêt-Nam en deux états formellement indépendants, le Viêt-Nam du Nord, dirigé par les communistes et soutenu par la Chine et par l'Union Soviétique, et le Viêt-Nam du Sud, dirigé par des nationalistes bourgeois, qui dépendaient largement des Etats-Unis. La France avait tout perdu, et les deux vainqueurs allaient continuer la guerre entre eux, sans la France. Pour comprendre l'origine de cette tragédie, il faut commencer par parler de la politique japonaise pendant la dernière guerre mondiale.

Il est important de se rappeler que l'Indochine ne fut pas directement administrée par les Japonais pendant la plus grande durée de la guerre. L'idéologie des Japonais préconisait la Grande Asie anti-blanche et dominée par le Japon, mais l'Indochine n'avait pas beaucoup d'importance économique pour les Japonais, et le régime français de l'amiral Decoux en Indochine était prêt à coopérer avec les Japonais et à accepter la présence de troupes japonaises sur le territoire indochinois. L'amiral Decoux avait en effet établi un régime relativement indépendant et très autoritaire. Pour des raisons toutes pragmatiques, les Japonais acceptèrent le régime Decoux, bien que Decoux soit blanc. Le 9 mars 1945, cependant, un coup de force par les troupes japonaises élimina l'armée française en moins de 24 heures.

Deux jours après, les Japonais firent proclamer l'indépendance du Viet-Nam par l'empereur d'Annam, Bao Dai. Les Japonais avaient pris le pouvoir pour deux raisons: Ils avaient peur que les Américains n'attaquent l'Indochine à partir de leurs bases aux Philippines, et ils savaient que le régime Decoux avait établi des contacts avec le gouvernement français de Charles de Gaulle, déjà installé à Paris à l'automne 1944. En mars 1945, les Japonais savaient aussi que leur échec était probable. Leurs objectifs en Indochine à partir de ce moment furent, premièrement, de prévenir l'utilisation du territoire indochinois pour les opérations alliées contre le Japon, deuxièmement, de soutenir le nationalisme vietnamien pour rendre difficile le retour au colonialisme blanc. Le sentiment nationaliste au Viêt-Nam était pour ces raisons beaucoup plus hostile envers les Français qu'envers les Japonais, et en 1945, la préoccupation principale des nationalistes de toute nuance politique et sociale (y compris les communistes) n'était pas de se battre contre les Japonais, mais d'empêcher le retour des Français. Les Japonais firent peu pour entraver les opérations du Viet-Minh au Tonkin. Au moment de la capitulation japonaise, les préparations pour la révolution étaient déjà accomplies. Moins d'un mois après la capitulation japonaise, et avant le désarmement des troupes japonaises, Ho Chi Minh put proclamer la création de la République du Viêt-Nam à Hanoï le 3 septembre 1945. Les comités populaires, dominés par le Viêt-Minh, avaient été établis à Hué et à Saïgon, et, peu après, l'empereur Bao Dai abdiqua de son propre gré. Le Viet-Minh avait utilisé la situation flottante après la capitulation japonaise pour conquérir le pouvoir et établir à Hanoï un gouvernement, qui demanda tout de suite la reconnaissance des grandes puissances.

Le gouvernement français de Charles de Gaulle et les quatre grandes puissances en Asie - l'Union Soviétique, les Etats Unis, la Grande Bretagne et la Chine - se trouvaient donc devant un fait accompli tout à fait imprévu. Les Britanniques avaient tout le temps soutenu la volonté française de reconquérir l'Indochine, mais le président Roosevelt était anti-colonialiste, il voulait que les Chinois occupent l'Indochine et qu'un gouvernement nationaliste soit établi dans chacun des trois pays de l'Indochine. Staline ne s'intéressait pas beaucoup à l'Asie du Sud-Est. Le général de Gaulle avait plusieurs fois manifesté sa volonté de rétablir le pouvoir français en Indochine et son refus d'accepter l'indépendance des anciennes colonies françaises.

Les grandes puissances s'accordèrent à la conférence de Potsdam en juillet 1945 à un compromis. La Grande Bretagne devait occuper le territoire indochinois au sud du 16^è parallèle, et les forces de Chiang Kai-shek devaient occuper le pays situé au nord de cette ligne. La conséquence fut un partage temporaire du Viêt-Nam. Les Britanniques facilitèrent le retour des forces françaises dans le sud en supprimant les comités populaires en Cochinchine et au Sud-Annam, alors que les Chinois se contentèrent d'affaiblir la position du Viêt-Minh au profit des nationalistes pro-chinois dans le gouvernement à Hanoï. Ho Chi Minh restait quand même président. Le peuple tonkinois se souvient des forces armées chinoises principalement pour leur exploitation vorace des paysans.

Au début de 1946, les Français étaient donc en train de rétablir leur contrôle sur le Cambodge, la Cochinchine et le Sud-Annam grâce à l'aide des Britanniques.

Mais comment s'établir de nouveau au nord du 16^e parallèle ? Quelques diplomates français, dont le plus important était Jean Sainteny, s'étaient déjà installés à Hanoï, et Sainteny était en contact avec Ho Chi Minh. Sainteny était convaincu de ce que les Français ne sauraient rétablir leur contrôle par la seule force. Il fallait négocier. Le général français Leclerc, qui avait dirigé la "pacification" de la Cochinchine, était du même avis, mais le gouverneur général à Saigon, d'Argenlieu, ancien compagnon du général de Gaulle à Alger, préconisait une solution de force dans le nord comme dans le sud.

Sainteny et Ho Chi Minh arrivèrent cependant à signer au nom de la France et du Viet-Nam le 6 mars 1946 une convention qui permettait à la France d'installer des troupes sur le territoire contrôlé par le Viet-Minh. En même temps, la France accepta de reconnaître, dans le cadre de l'Union Française, le Viêt-Nam comme état libre avec un gouvernement, une assemblée nationale et une monnaie à lui. Ce n'était que des mots, alors que les soldats français qui arrivèrent tout de suite sur le territoire de la nouvelle république étaient tout réels. Quelque temps après, Ho Chi Minh se rendit en France pour continuer les négociations à Fontainebleau, mais il dut retourner au Viêt-Nam en octobre sans l'indépendance souhaitée. A ce moment-là, les Chinois s'étaient enfin retirés du Viêt-Nam, et les seules parties engagées sur le territoire vietnamien étaient les Français et le Viêt-Minh.

Il semble que les avocats d'une solution violente aient repris l'initiative pendant l'automne 1946. Un navire français bombardra le 20 novembre la ville de Haiphong à l'occasion d'une querelle sur les droits de douane. 6000 Vietnamiens perdirent la vie pendant ce bombardement (selon un renseignement incertain du professeur Paul Mus).

Le Viêt-Minh réagit le 19 décembre en attaquant les Français à Hanoï, mais les troupes françaises étaient bien préparées. Elles chassèrent le Viêt-Minh et le gouvernement de Ho Chi Minh de la capitale et prirent en main les édifices publics de la ville.

La guerre avait commencé. Qui en était responsable ? L'opinion française n'en doutait pas. Elle était mal informée de la tragédie à Haiphong, mais elle savait tous les détails de l'attaque féroce contre les Français à Hanoï le 19 et le 20 décembre. Les Vietnamiens n'étaient pas moins convaincus que la vérité était inverse, et il faut dire qu'ils avaient raison.

Les trois premières années de la guerre passèrent sans que le monde s'y intéresse. On parla en Europe de "la guerre oubliée". Mais en 1950, la situation changea. Les communistes chinois avaient établi leur pouvoir au nord de la frontière du Tonkin, et pouvaient soutenir le Viet-Minh avec les armes nécessaires pour une lutte armée plus efficace. De l'autre côté, les Etats-Unis avaient commencé à considérer la guerre en Indochine comme une partie intégrante de la croisade du monde occidental contre le communisme. En 1950, la France obtint des Etats Unis une aide massive, financière et militaire. Entre 1950 et 1954, les Etats Unis payèrent 80 p.c. des dépenses françaises en Indochine. Mais cette aide avait probablement son prix. Le 30 décembre 1949 déjà, la France avait cédé sa souveraineté sur le Viêt-Nam à un gouvernement nationaliste à Saïgon sous l'ex-empereur Bao Dai. La guerre en Indochine aurait pu être empêchée si la France avait fait de même pendant les négociations avec Ho Chi Minh en 1946. Les Américains essayèrent d'influencer le développement du Viêt-Nam en établissant des contacts

avec ce qu'on appelait la troisième force, les nationalistes vietnamiens, à la fois anti-français et anti-communistes. Je ne sais pas à quel degré les Américains exerçaient une influence sur la politique française en Indochine pendant cette période, mais il serait intéressant de faire une étude sur les relations franco-américaines des années 1950 à 1954.

Malgré tous les efforts français et américains, c'est le Viêt-Minh qui renforça sa position au début des années cinquante. Le printemps 1954 fut décisif. Les forces du général Giap arrivèrent, après un long siège, à envahir la forteresse française de Dien Bien Phu, ce qui impressionna énormément l'opinion du monde entier, mais particulièrement de la France et de ses colonies.

Le gouvernement français de Joseph Laniel souhaita, pendant la bataille de Dien Bien Phu, une coopération directe des Américains dans les opérations militaires en Indochine, surtout par des avions de bombardement. Ce souhait français était soutenu par des personnes influentes aux Etats Unis. Le colonel Radford forma un plan pour une "Opération Vautour", et le vice-président Richard Nixon, peut-être aussi le ministre des affaires étrangères John Foster Dulles, le soutinrent. Le président Eisenhower se refusa cependant à engager directement les Américains dans la guerre sans la participation de la Grande Bretagne et le consentement du Congrès américain. Le premier ministre britannique Winston Churchill et les dirigeants du Congrès refusèrent, et le plan Radford ne fut jamais réalisé.

Sans l'engagement direct des Etats Unis, la position des forces françaises en Indochine devenait précaire. Il fallait essayer d'obtenir une trêve à la conférence

de Genève, qui avait été ouverte juste avant la chute de Dien Bien Phu avec la participation de l'Union Soviétique, de la République Populaire Chinoise, de la Grande Bretagne, de la France, des états directement concernés en Indochine, y compris le gouvernement provisoire du Viêt-Minh, et des Etats-Unis (passivement). Au début de la conférence, la France était représentée par Georges Bidault, ministre des affaires étrangères du gouvernement Laniel. Cet ancien dirigeant de la résistance française contre les nazis perdit bientôt la confiance de l'Assemblée Nationale à cause de son intransigeance envers les communistes. À ce moment-la, les Français désiraient vraiment la paix, et le gouvernement Laniel fut remplacé par le gouvernement radical de Pierre Mendès-France. Mendès-France prit personnellement en main les négociations de Genève, et on arriva le 20 juillet à une convention. Une trêve fut signée par un officier du Viet-Minh et un officier français. Tous les participants de la conférence consentirent à une convention qui réglait l'avenir de l'Indochine. Le Laos et le Cambodge furent déclarés neutres. Le Viêt-Nam fut partagé sur le 17^e parallèle. Le Viêt-Minh devait se retirer de tous les terrains libérés au sud de cette ligne, et les Français devaient abandonner Hanoï et Haiphong. Si l'on compare la situation militaire de l'été 1954 au résultat de la conférence, il faut dire que le résultat était positif d'un point de vue français. Mendès-France sortait vainqueur de la conférence. Les ministres des affaires étrangères de l'Union Soviétique, Molotov, et de la Chine Populaire, Chou en Lai, l'avaient aidé par leur pression sur les représentants du Viêt-Minh. Les Français reprirent haleine. Ils avaient obtenu ce qui semblait être une paix honorable. Leur premier ministre avait été appelé "superman" par le ministre des affaires étrangères des Etats Unis, John Foster Dulles. Mais quand on considère les résultats de la

conférence de Genève d'un point de vue historique, étaient-ils si impressionnants ? Les événements survenus au Viêt-Nam après Genève nous montrent qu'en réalité, le "superman" Mendès-France ne se battait pas à Genève pour les intérêts français. Son succès à Genève devait servir de base à la stabilisation du régime Ngo Dinh Diem au Viêt-Nam du Sud, et à une infiltration américaine dans les affaires du Viêt-Nam. Peu d'années après la conférence de Genève, les forces françaises furent chassées du Viêt-Nam et remplacées par les "conseillers" américains, qui allaient poursuivre la guerre avec tous les moyens de la technologie moderne, menant à un génocide si cruel qu'il faut être vietnamien pour se l'imaginer.

La lutte pour l'indépendance en Afrique du Nord

La tension entre la France et ses colonies en Afrique du Nord s'aggrava sérieusement pendant l'année même où l'armée française subissait son grand échec de Dien Bien Phu et que Pierre Mendès-France se mettait d'accord avec le Viêt-Minh à Genève.

Les succès du Viêt-Minh en Indochine avait montré à tous les pays colonisés par la France que l'armée française pouvait être battue, fait psychologiquement important. De plus, beaucoup de soldats nord-africains dans l'armée française en Indochine avaient rencontré et été influencés par les cadres du Viêt-Minh pendant leur internement après la défaite de Dien Bien Phu. De l'autre côté, les officiers français étaient des experts de la guerre anti-révolutionnaire, quand en novembre 1954 commença la guerre en Algérie.

Parmi les trois colonies françaises en Afrique du Nord, l'Algérie était décidément la plus importante. L'Algérie est un pays beaucoup plus grand que le Maroc et la Tunisie. La population d'origine française en Algérie (les pieds-noirs) était très importante, et l'Algérie était considérée comme une partie de la France, alors que le Maroc et la Tunisie étaient des protectorats ou bien des "états associés". Les trois colonies étaient directement administrées par la France, mais au Maroc, il y avait un souverain arabe, nommé "Sa Majesté Chérifienne", et la Tunisie avait aussi jusqu'en 1943 un souverain, le Bey, reconnu par la France.

Le rôle de l'Afrique du Nord pendant la deuxième guerre mondiale est essentiel comme point de départ

du développement politique de cette région pendant l'après-guerre. Pendant les deux premières années de la guerre mondiale, les autorités françaises en Algérie, en Tunisie et au Maroc obéissaient au gouvernement Pétain à Vichy, mais en 1942, l'Afrique du Nord fut occupée par les armées américaine et britannique, et le général de Gaulle s'installa à Alger avec ses forces françaises libres. L'occupation des alliés fut bientôt acceptée par les Marocains et par les Algériens, mais il fallait lutter en Tunisie contre une armée allemande, soutenue par le Bey. Le régime gaulliste à Alger réagit en destituant le Bey en 1943.

La participation des soldats et officiers nord-africains dans les manoeuvres contre les Allemands et les Italiens, et la propagande américaine pour la liberté de toutes les nations renforçaient les sentiments nationalistes dans les trois pays. Avec les différences mentionnées ci-dessus entre l'Algérie et les deux "protectorats", il est facile de comprendre que la Tunisie et le Maroc furent les premiers à prononcer des revendications radicales dans leur lutte pour l'indépendance, alors que la lutte en Algérie serait plus dure et de plus longue durée. Dès le 22 février 1945, le Front Tunisien rendit public un manifeste réclamant l'autonomie interne de la Tunisie, et le 10 avril 1947, le sultan marocain Mohammed ben Youssef prononça un discours revendicateur à Tanger.

Allons suivre les événements en Tunisie. Le résident français, Jean Mons, mena dès 1947 une politique libérale. Il abrogea le décret de 1943 qui avait destitué le Bey, et en 1949, il autorisa le retour du dirigeant nationaliste Habib Bourguiba. Bourguiba, avec son parti nationaliste le Néo-Destour, menait une campagne pour l'autonomie interne. Il n'exigeait

pas l'indépendance totale, mais le gouvernement français préférait défendre le status quo. En 1952, le Congrès du Néo-Destour fut interdit. Bourguiba et d'autres dirigeants nationalistes furent arrêtés. Les détenus furent défendus par le gouvernement du Bey, ce qui amena l'arrestation de cinq des ministres tunisiens, y compris le premier ministre. Après ces événements, les relations entre les Français résidant en Tunisie et les Arabes s'envenimèrent, mais ce ne fut qu'à partir de 1954 que la France a commencé à faire des concessions. En juillet, à peine rentré de Genève, Pierre Mendès-France se rendit à Tunis pour y faire une déclaration reconnaissant l'autonomie interne de l'Etat tunisien. Le Néo-Destour fut légalisé en septembre en même temps que s'ouvraient les négociations franco-tunisiennes à Tunis. Les négociations menaient à un ensemble de conventions, signé par les premiers ministres Edgar Faure et Tahar Ben Ammar le 2 juin 1955. Un an plus tard, sous l'influence de l'indépendance récemment acquise du Maroc, la Tunisie obtint la sienne par une convention diplomatique du 15 juin 1956. Une citation de Habib Bourguiba montre bien que cette indépendance était acquise et non pas recue:

"...vous avez un génie particulier, vous autres Français, pour donner à tous les mots une signification décalée. Ce que vous appeliez "Protectorat", c'était la "colonisation". (...) Ce que vous avez appelé "l'autonomie interne", je l'ai vite compris, c'était une forme de protectorat, un vrai protectorat, cette fois-ci; et ce que vous appelez "l'indépendance", ce n'est rien d'autre que "l'Autonomie interne"."

En juillet 1957, ce fut Bourguiba qui, à son tour, destitua le Bey. Il devint président de la nouvelle république et fonda un des régimes les plus stables du tiers monde.

Après son discours revendicateur en 1947, le sultan marocain Sidi Mohammed ben Youssef essaya de négocier avec la France un accord qui pourrait satisfaire le mouvement nationaliste, organisé par le parti "Istiqlal" (l'Indépendance), créé en 1943. Mais les négociations restaient sans résultat. La crise s'aggrava en 1950, et le 22 février 1951, le résident français rompit avec le souverain. Les Français commencèrent à miser sur le dirigeant de la grande minorité berbère, le pacha de Marrakech, le Glaoui. En 1953, le sultan Mohammed fut arrêté, envoyé en Corse, puis transféré à Madagascar. C'était une erreur fatale des Français. Avec l'absence du seul interlocuteur considéré comme représentatif par une majorité de la population marocaine, toute réconciliation était exclue. La libération d'une cinquantaine de dirigeants nationalistes en septembre 1954 ne pouvait pas apaiser le sentiment anti-français. En juin 1955, on compta plus de 800 attentats. En juillet, on vit des batailles à Casablanca, et le 20 août, de violentes manifestations eurent lieu dans toutes les villes marocaines. À ce moment, la situation était très grave dans toutes les colonies nord-africaines, et le gouvernement français commença à céder devant les revendications nationalistes des Tunisiens et des Marocains pour mieux se concentrer sur la défense de l'Algérie française. Les conversations franco-marocaines furent entamées en août 1955. En septembre, le général Catroux alla à Madagascar pour y négocier avec le sultan Mohammed. Le sultan rentra à Rabat en novembre pour former un gouvernement le 6 décembre avec la participation de l'Istiqlal. Le 2 mars 1956, les négociateurs français et marocains aboutirent à une déclaration commune. Les deux adversaires purent signer un "traité d'alliance et d'amitié" le 28 mai, et une "Convention de Coopération Administrative et Technique" le 6 février 1957. L'indépendance était acquise.

Mais l'indépendance de la Tunisie et du Maroc furent obtenues à un moment où l'Algérie était déjà en pleine guerre.

Le mouvement nationaliste en Algérie, marqué par la personnalité du dirigeant Ferhat Abbas, avait été prudent et modéré pendant les premières années de l'après-guerre, en dépit du massacre de Sétif en 1945, où furent assassinés entre 20.000 et 40.000 algériens. Mais le refus français de toute concession radicalisait l'attitude des nationalistes algériens, qui se laissaient inspirer par les progrès de leurs frères dans les pays voisins. La guerre commença par une trentaine d'attentats accomplis pendant la nuit du 31 octobre au 1 novembre 1954. Elle dura pendant sept ans et demi, et l'indépendance ne fut prononcée que le 5 juillet 1962. En 1958, la guerre en Algérie provoqua la chute de la IV^e république en France.

L'armée pour la libération de l'Algérie fut très offensive entre 1954 et 1957, et la guerre devint de plus en plus totale. Mais en 1957, l'armée française lança une contre-offensive, chassa le Front de Libération Nationale (FLN) de la capitale algérienne, dont elle avait occupé les quartiers arabes, et réduisit la position du FLN dans toute l'Algérie. Cette contre-offensive avait été précédée par une action importante: Le 22 octobre 1956, les Français avaient enlevé un avion marocain, dans lequel se trouvaient les principaux dirigeants du FLN, que l'on avait ensuite emprisonnés. Cette action était sans doute un succès français au niveau militaire, mais elle provoqua une vive critique dans tout le tiers monde et aussi dans les pays occidentaux. Le bombardement en 1958 du village de Sakiet Sidi-Youssef en Tunisie près de la frontière algérienne completa l'image de la France comme le pays le plus colonialiste et brutal du monde.

La situation en 1958 était donc ambiguë. La guerre était devenue un succès au niveau militaire, mais ce succès n'avait pu être obtenu que par une brutalité si rude qu'elle avait suscité un sentiment anti-français dans la plupart des pays participant à l'ONU. En même temps, un schisme dangereux s'était développé entre d'un côté les pieds-noirs et l'armée française et de l'autre côté les responsables de la politique du gouvernement. Pendant les années 1954 à 1958, on avait changé de premier ministre pas moins de six fois. Les Français en Algérie affirmaient que le gouvernement manquait d'autorité et de stabilité, et pour cette raison ils respectaient de moins en moins cette autorité. Par conséquent le manque d'autorité fut réel. Les gouvernements français en 1958 essayèrent d'élaborer un plan qui pourrait réconcilier les Français et les Algériens, et ce plan fut considéré comme le premier pas vers l'indépendance. Mais cette politique ne fut pas acceptée par la population française en Algérie et par beaucoup des officiers de l'armée, partageant toujours l'avis exprimé par le gouverneur général Soustelle en 1955: "La France ne quittera pas plus l'Algérie que la Provence ou la Bretagne." Les pieds-noirs formèrent des comités pour la sécurité publique, et ces comités qui agirent de leur propre autorité, furent soutenus par les politiciens de l'extrême droite dans la métropole. Des manifestations furent organisées pour la cause de l'Algérie française dans toute la France, et on avait peur que les parachutistes de l'armée française en Algérie n'aillent attaquer Paris pour faire un coup d'état. C'est dans cette situation menaçante que le gouvernement Pflimlin décida de démissionner le 28 mai 1958. Le président de la République René Coty se tourna vers le général de Gaulle, qui de cette façon semi-légale revint au pouvoir après douze années d'attente.

Charles de Gaulle n'avait jamais soutenu la constitution de la IV^e république. À l'aide d'un plébiscite, il fit accepter une nouvelle constitution concentrant le pouvoir dans les mains du président de la République, fonction destinée à Charles de Gaulle lui-même.

Il faut terminer ici cette esquisse de l'histoire de la décolonisation sous la IV^e république. Mais il reste à poser une question décisive:

Les faiblesses de la constitution de la IV^e république, étaient-elles la cause principale de l'échec du colonialisme français ?

Conclusion

Cette question est importante parce que l'idée de la faiblesse de la constitution de la IV^e république comme racine de tous les maux, était généralement acceptée pendant les années soixante. Cette idée contribua à renforcer énormément la république présidentielle et autoritaire de Charles de Gaulle. La même idée renforce aujourd'hui la position du président Valéry Giscard d'Estaing.

Cependant, ma réponse à la question est négative. Je pense que la décolonisation représentait un proces irrésistible. Aucun gouvernement français n'aurait pu résister à la longue devant les réclamations d'indépendance des peuples de l'Indochine et de l'Afrique du Nord. La puissance française était trop limitée après la deuxième guerre mondiale. Même les Etats Unis furent enfin combattus en Indochine. Une politique française encore plus intransigeante n'aurait servi qu'à prolonger de quelques années les guerres colonialistes. Il faut se rappeler que c'est à une telle politique, fortement colonialiste que les gaullistes se dévouèrent pendant les années quarante et cinquante.

La seule alternative réelle à la politique colonialiste de la IV^e république était la stratégie mendésiste: accepter l'indépendance des colonies, négocier les conditions de l'indépendance avec le noyau du mouvement nationaliste et servir au mieux les intérêts français par une coopération avec les nouveaux régimes. Pierre Mendes-France essaya cette stratégie pendant la brève période où il fut au pou-

voir en 1954/55. Sa politique conduisit aux accords de Genève, et elle ouvrit la voie à l'indépendance de la Tunisie et du Maroc, mais il lui fut impossible de s'assurer du soutien d'une majorité des députés, une fois les problèmes les plus brûlants résolus. Il est vrai que les gouvernements de la IV^e république étaient souvent très faibles, mais la cause de cette faiblesse n'était pas nécessairement la constitution. L'opposition intransigeante des gaullistes et des poujadistes et l'isolement des communistes sont des causes plus principales. Pour obtenir le soutien d'une majorité de l'Assemblée Nationale pour une politique raisonnable envers les colonies, les gouvernements étaient contraints à accepter le soutien du parti communiste, mais dans l'atmosphère de la guerre froide, il était politiquement impossible pour les socialistes et pour les radicaux de rechercher le soutien des communistes. Une raison importante des tragédies en Indochine et en Algérie réside donc dans l'anticommunisme qui prédominait pendant cette période tous les pays occidentaux. Il n'est pas du tout évident qu'une autre constitution avec un parlement plus faible aurait pu changer ces faits.

À la fin de la deuxième guerre mondiale, les sentiments nationalistes dans les colonies étaient très forts, alors qu'en France l'opinion publique voulait surtout restituer la gloire de la nation en rétablissant le pouvoir français dans les colonies. Ces deux sentiments étaient prédestinés à se heurter. Devant un tel choc historique, les constitutions ne sont guère capables de changer grand'chose.

Århus 19.12.80